

***ZAIRE***

**Gouvernement de Transition**

**A quoi s'attendre ?**

**Patient Bagenda B.**

Editions du GEAPO

Centre d'Echanges pour la Démocratie et le Développement

**Avertissement :**

Après quatre longues années de transition, nous devrions aujourd'hui nous interroger sur les vraies raisons qui font piétiner le processus de démocratisation que, pourtant, tout le monde déclare vouloir faire aboutir.

Le temps des slogans creux et des termes mobilisateurs destinés à manipuler un peuple qu'on croit éternellement naïf. Il faut aujourd'hui aller aux actes; il faut passer le Rubicon. Dans une présentation théâtrale - si telle est cette confusion que les Zaïrois vivent depuis le 24 Avril 90 - Les rideaux tombent sur un happy end ou une tragédie.

Les moments décisifs s'annoncent ! Et malheureusement, on a de plus en plus de la peine à distinguer les bons et les mauvais : les clairons d'hier prennent la gueule de bois aujourd'hui. Les "bouches cousues" et équilibristes d'hier claironnent plus fort, et souvent à vide, parce qu'ils doivent garantir leur place au soleil!

Comment débarquer du train tous ceux-là qui l'empêchent d'arriver à destination ?

Comment faire descendre du navire ceux-là qui n'ont pas payé leurs billets ou qui sont entrés avec de faux papiers, le surchargeant et l'empêchant d'accoster? Faut-il ne pas les jeter par dessus bord, au risque de garder des grains avariés dans un panier de bonne semence ? Comment ne pas serrer les mailles du filet pour que les poissons carnivores ne s'engouffrent dans le lot des alevins destinés à garnir la nouvelle classe d'acteurs politiques exigés dans un Etat de démocratie ?

## LES GOUVERNEMENTS DE TRANSITION

Depuis quelques jours le Zaïre a un autre Gouvernement de Transition. Mr. Léon KENGO WA DONDO est la septième personne à être nommé Premier Ministre pendant la période de Transition, et en 4 ans. Sa nomination est la douzième du genre.

Les premiers Ministres et les Gouvernements se sont succédés, pendant cette période de Transition, de la manière suivante depuis le 24 Avril 1990 :

1. Le professeur Vincent de Paul LUNDA BULULU : nommé après le discours du 24 Avril 1990. Son Gouvernement a fonctionné pendant 11 mois.

2. Professeur Crispin MULUMBA LUKOJI : nommé après la "démission" du gouvernement Lunda Bululu. Il a dirigé son premier Gouvernement pendant 4 mois.

3. Monsieur Etienne TSHISEKEDI wa MULUMBA : nommé à la veille de la CNS, en Juillet 1991, lors d'une intervention personnelle télévisée du Président de la République. Il a refusé la nomination, deux jours après.

4. Professeur Crispin MULUMBA LUKOJI : de nouveau nommé Premier Ministre, à la suite du désistement de Tshisekedi. Il a dirigé son deuxième Gouvernement jusqu'aux pillages de septembre 1991 à Kinshasa.

5. Monsieur Etienne TSHISEKEDI wa MULUMBA : de nouveau nommé lors des négociations du Palais de Marbre I, après les pillages de septembre 91. Il a formé un Gouvernement dont les membres ont prêté serment, mais qui sera démis trois jours après.

6. Monsieur Bernardin MUNGUL DIAKA : nommé après la révocation du Gouvernement Tshisekedi en Octobre 91. Il n'a été en fonction que pendant un mois.

7. Monsieur Jean de Dieu NGUZ KARL-i-BOND : il est nommé Premier Ministre à la suite de nouvelles négociations politiques du Palais de Marbre II, en Novembre 91. Son Gouvernement a dirigé le pays pendant plus de 8 mois, jusqu'en Octobre 1992.

8. Monsieur Etienne TSHISEKEDI wa MULUMBA : est nommé Premier Ministre, après son élection à la CNS. Il a dirigé son deuxième Gouvernement pendant 4 mois, jusqu'en début décembre 1992.

9. Monsieur Etienne TSHISEKEDI wa MULUMBA; de nouveau reconduit, comme Premier Ministre pour former un Gouvernement dit "représentatif". Il n'est rentré aux affaires parce que démis un mois après. Et son troisième Gouvernement, sorti en mars après le Conclave, n'a pas été investi.

10. Le COLLEGE des SECRETAIRES GENERAUX des Ministères : il a aussi fonctionné comme Gouvernement pendant plus de trois mois, entre décembre 92 et Mars 93. Le Doyen des Secrétaires Généraux a, en effet, fait office de premier Ministre.

11. Monsieur Faustin BIRINDWA CI BIRHASHWIRWA : nommé lors du Conclave Politique de Kinshasa, en Mars 1993. Son Gouvernement a fonctionné jusqu'en janvier 1994, date à partir de laquelle il a expédié les affaires courantes jusqu'en début Juillet 94.

12. Monsieur Léon KENGO wa DONDO : nommé Premier Ministre, après son élection par le HCR-PT, en juin 94. Son Gouvernement est en fonction depuis quelques jours.

Il y a là, comme on peut s'en rendre compte, 12 nominations de Premier Ministre, donc une moyenne de 3 par an. Ces nominations ont donné lieu à 11 Gouvernements, permettant au Zaïre de battre là un nouveau record mondial !

Ces Gouvernements ont, chacun, ajouté à la misère et aux souffrances de la population, malgré les qualifications ronflantes qu'ils se sont donné.

Ils ont été baptisés par leurs formateurs, en des mots mobilisateurs et plutôt démagogiques : Gouvernement de Large Union Nationale, Gouvernement de Salut public et d'Union nationale, Gouvernement de combat...

### **Les points communs**

Les deux premiers Gouvernements de la Transition (Lunda Bululu et Mulumba Lukoji) ont été composés en dehors des clans politiques et sur le schéma totalitaire de la 2<sup>e</sup> République; ce qui leur a permis de fonctionner sans contestation de formateurs. Et cela a permis aussi à "l'opposition" de se définir et souder autour d'actions et d'objectifs communs.

A partir des négociations politiques commencent les incessantes contestations des premiers ministres et des Gouvernements, ainsi toutes les intrigues et les magouilles auxquelles le peuple assiste aujourd'hui.

Ainsi les Gouvernements qui vont être fortement critiqués et refusés par les tendances politiques, selon les conditions dans lesquelles ils étaient nommés et la tendance politique de formateur. L'on va assister à des violations, en série, des accords convenus et au non respect caractérisé de la parole donnée.

Chaque tendance politique voudrait absolument arracher la primature et s'assurer du maximum des postes ministériels. Il faut avoir le pouvoir et être sûr qu'on a toutes les garanties (argent, territoire, médias...) pour organiser les élections et les gagner. Finalement, la Primature devient motif d'après batailles et un cas qu'il faut se disputer.

Même, des leaders politiques qui, après le 24 Avril 1990, avaient envié le poste de la Présidence en se déclarant déjà candidats ne vont plus jouer que par la Primature. La Présidence ne les intéresse plus; c'est comme si brusquement ils cessaient de s'opposer au Président. Peut-être attendent-ils seulement la date des élections pour le faire et se faire connaître !

Les multiples Gouvernements de Transition ont des caractéristiques qui, en fin de compte, les rapprochent :

1. Ils portent tous en eux, à leur nomination, les germes de leur propre déchéance. Il y a d'un côté la méfiance de la population qui, lassée par des pratiques anachroniques et accablée par la misère toujours croissante, ne s'y retrouve pas (le seul Gouvernement Tshisekedi, pendant la CNS a été accueilli avec enthousiasme par la population). De l'autre côté, surgissent des contestations dans les tendances politiques, avec des mécanismes de sabotage montés pour empêcher l'un et l'autre de fonctionner.

Parmi les critiques entendues au cours de ces trois dernières années et qui ont rendu nuls les Gouvernements, on peut retenir, s'agissant de certains parmi eux :

\* Le Gouvernement Ngunz a été nommé "sur base de trahison", selon les collègues de Mr Ngunz à l'opposition. Ce qui les a amenés à former une forte délégation pour aller le contrer, à l'extérieur, le suivant dans sa tournée euro-américaine. D'autre part, la fermeture injustifiée de la CNS et les tueries lors de la marche des chrétiens en Février 1992, n'ont fait que précipiter une chute déjà fort attendue.

\* Le Gouvernement Tshisekedi a été nommé sur base d'une Constitution qui était déjà cassée par la Cns; rien de plus normal que l'on se soit servi de cette même Constitution pour le dégommer. D'autre part, des têtes d'affiche de l'opposition, ont estimé "avoir été roulées" - à tort ou à raison - ou mal servies lors de la publication de ce Gouvernement; ils se mettront à le

bouder et à le torpiller, renforçant dans cette démarche les forces dites de la mouvance présidentielle.

\* Quant au Gouvernement Birindwa, le Conclave politique fortement critiqué, jugé illégal et taillé sur mesure, a été dès le départ la cause même de sa déchéance. La réforme monétaire est venue creuser la tombe d'un Gouvernement mort-né, dont le formateur était d'office condamné parce que jugé par ses pairs, comme "traître".

2. Les Premiers Ministres et leurs Gouvernements sont nommés par Ordonnance du Président de la République (ce qui est normal). Cela les met en position de faiblesse, la logique étant que ceux qui osent s'en prendre à la personne du Président de la République se retrouvent en avoir pour leur compte. Une Ordonnance est vite signée pour les mettre à l'écart. Ici se pose toute la question de la "cohabitation". Peut-on lutter contre celui-là même qui a donné légalité à la fonction qu'on occupe et qu'on entend utiliser contre lui ?

3. Ces Gouvernements ne gèrent pas effectivement le pays. Ils ne connaissent ni l'ampleur de ses finances publiques ni les rouages de fonctionnement de l'économie nationale. Ils n'ont pu percer les mystères de gestion de l'Armée nationale, des potentialités minières, encore moins des services de sécurité.

Finalement, ils n'ont pas été vraiment responsables alors qu'ils ont prétendu, chaque fois, maîtriser la situation générale du pays.

Les quelques bonnes volontés n'ont pu s'exprimer à cause d'un système fortement pourri et d'une course à deux vitesses observée dans le chef des animateurs même de cette Transition.

4. En conséquence, aucun d'eux n'a apaisé, tant soit peu la misère de la population. Ils ont laissé, chacun derrière lui, de nombreux mois de salaires des fonctionnaires impayés, des écoles fermées, des hôpitaux sans médicaments, etc. Il ne pouvait en être du reste autrement, le problème étant celui du processus et de changement total aussi bien de structures que d'hommes que de simple nominations de Gouvernements et de discours démagogiques.

5. La plupart des Gouvernements, à cause des luttes politiques et des intrigues de la classe politique, ont, par contre, fonctionné dans des climats de tensions sociales et des conflits qui ont fait des victimes au sein de la population. On se rappelle entre autres des événements du Campus de Lubumbashi (Gouvernement Lunda Bululu); des Opérations Bindo et consorts, de la fermeture des Universités et Instituts Supérieurs, du piétinement de la Cns et des pillages de 91 (Gouvernement Mulumba Lukoji); des événements à caractère ethnique à Kinshasa (Gouvernement Mungul); de la fermeture de la Cns, des morts du 16 février 92 et de la fameuse question de la "géopolitique" (Gouvernement Nguz); des conflits ethniques au Shaba (Gouvernement Tshisekedi); des pillages et tueries à Kinshasa (Collège des Secrétaires Généraux); des conflits ethniques au Nord-Kivu et des méfaits de la réforme monétaire (Gouvernement Birindwa). Il faut, peut-être, espérer que le Gouvernement Kengo ne soit aussi l'occasion d'autres événements négatifs pour le pays et la population.

6. Presque tous ces Gouvernements n'ont pas eu de véritable programme d'action. Ils ont travaillé dans des improvisations, gérant le quotidien et sans une vision nationale de l'action gouvernementale. Aucun d'eux n'a eu à élaborer un programme de relance, même lorsque les partenaires du Zaïre l'avaient demandé (même le Gouvernement Tshisekedi n'a pu satisfaire les exigences du FMI et de la Banque Mondiale à ce sujet). Les nombreuses délégations qu'ils ont eu à dépêcher à l'extérieur sont toujours allées pour négocier une certaine accréditation, sous forme d'Intention, ou alors des aides d'urgences sachant que, pour certains, le programme d'action se résumait au fait de "donner à manger" à la population!

## LE GOUVERNEMENT KENGO

Tout analyste avisé de la politique Zaïroise aurait prévu l'arrivée du Premier Ministre Kengo - ou en tout cas une autre personne que Tshisekedi - à partir de janvier 1993 et après les négociations politiques.

La population zaïroise a d'intéressant le fait qu'elle joue plus à l'extérieur qu'à l'intérieur, depuis 1960. Au niveau interne, elle est principalement animée par des personnes qui se connaissent mieux et qui sont liées par un certain nombre d'événements importants.

Les négociations politiques, depuis Août 1993 et les conclusions contenues dans le protocole d'accord signé entre les deux tendances politiques, n'ont été que des bases qu'il a fallu aménager pour une mise en scelle d'une alternative, jugée acceptable par la majorité des négociateurs et reconnue "moins fragile" ou "neutre" pour résoudre la problématique de la primature et du Gouvernement pendant la Transition.

D'autre part, le jeu d'intérêts et de calculs tant à l'intérieur des tendances et plates-formes qu'au niveau de l'ensemble de la classe politique bipolarisée, non pas nécessairement en fonction des idéologies et de l'intérêt de la nation, a été là la donne majeure dans cette démarche en faveur d'une autre personne.

Déjà la crise - mieux l'altercation- entre l'UDI et une frange de l'USOR a été le signe d'une crise qui progressivement s'installait à l'intérieur de cette plate-forme. Cet événement n'a pas été le fait du hasard. A leur temps, les attitudes de Ngunz et de Birindwa, les avertissements de Lihau, en avaient été des formes et des signes évidents. L'incendie UDI-USOR a été vite éteint, mais non le feu, car entretemps c'était là une plaie bien profonde et l'épée de Damoclès en personne !

Par ailleurs, la notion de la "troisième voie" n'est pas non plus étrangère à cette dynamique. On la voyait déjà poindre à l'horizon aussi bien lors du Conclave de l'USOR en 1992 au Centre Nganda ou dans certaines des réunions de cette plate-forme politique à la 12è Rue. On a cru étouffer l'affaire en procédant à "l'élection" du chef de file. Et là aussi on a coupé la parole aux hommes, mais on n'a pas éteint la flamme des ambitions qui brûlaient en eux.

Aussi - et c'est le plus important - les faiseurs de la politique zaïroise à l'extérieur (la Troïka) pour qui les cartes sont apparemment jouées depuis 1985, dans le sens d'une alternative nouvelle au niveau des dirigeants du pays, ont été essoufflés (sans avoir couru) et semblent n'avoir oeuvré, les derniers douze mois, que dans le sens de la "troisième voie".

Le tarissement progressif de leurs positions et l'enthousiasme lentement refroidi par rapport à 1991 et 1992, à l'égard d'une certaine attitude de la classe politique en disent bien long.

Peut-être les dernières démarches faites auprès de l'Opposition (on a parlé dernièrement d'une lettre remise par la Troïka à Mr. Tshisekedi) éclaircissent bien les choses.

### Une page d'histoire

Une des conditions sine qua non d'un pouvoir où le peuple s'exprime, un pouvoir à la base, c'est le libre accès à sa culture, à ses héros, à son histoire. L'heure n'est pas, comme certains voudraient le faire croire, au pardon et à l'oubli. C'est précisément ce pardon et cet oubli qui ont manipulé le peuple de façon à l'empêcher de jeter un regard mémorisateur sur les causes fondamentales de la reproduction, réformée certes, mais continue des structures d'exploitation et d'oppression. Les carcans qui emprisonnaient les esclaves en marche les empêchaient physiquement de regarder en arrière. Les carcans furent remplacés plus tard par des oeillères moins onéreuses mais apparemment plus efficaces, si l'on en juge par l'inexistence quasi totale des monuments ou des cérémonies commémorant ceux qui sont morts.

Cette rupture systématisée, cet effacement systématique de certaines phases de l'histoire est incompatible avec la construction d'une démocratie basée sur la mise en place des structures capables de reproduire le pouvoir à la base.

A ceux qui veulent encourager l'oubli et le pardon, il faut répondre par cet appel du 30 juin 1960 que Lumumba résuma dans ces quelques mots : " il est trop tard". L'appel de Lumumba n'était pas un appel à la vengeance ni à l'intolérance. C'était un appel à ceux qui avaient perpétré ces injustices de reconnaître leurs crimes. Seule une telle reconnaissance aurait pu permettre la mise en place d'une véritable indépendance.

La mise en place de la véritable démocratie en appelle aussi à une telle reconnaissance.

### L'ARTICLE 78

L'interprétation de l'article 78 de l'Acte Constitutionnel de Transition a été divergente au sein du HCR-PT. Sciemment, chaque tendance a eu à comprendre cet article à sa manière, selon ses intérêts.

L'article en question, tel qu'accepté par les deux tendances politiques et repris dans l'Acte Constitutionnel de la Transition stipule : "Le Premier Ministre est le Chef du Gouvernement. Il est présenté, après concertation avec la classe politique, par la famille politique à laquelle n'appartient pas le Chef de l'Etat, dans les dix jours à compter de la promulgation du présent acte. Passé ce délai, le haut Conseil de la République-Parlement de Transition se saisit du dossier.

Il est nommé ou investi, selon le cas, par ordonnance du Président de la République. Le Premier Ministre propose, pour nomination, les membres du Gouvernement, le Premier Ministre présente son équipe et son programme devant le HCR-PT pour un contrôle de conformité qui donne lieu à l'investiture ou non de son Gouvernement. Celle-ci est acquise à la majorité absolue des membres qui composent le HCR-PT.

Le second piège, c'est le délai de *dix jours*. Avec la complexité des enjeux et les calculs qui caractérisent les politiciens dans la question du Gouvernement, il est difficile de croire qu'en dix jours la tendance politique qui propose le candidat premier ministre ait fini les concertations avec l'autre camp. Déjà, les dix jours ne suffisent, en réalité, pas pour finir les négociations-concertations à l'intérieur même de la tendance politique du candidat !

Voilà les pièges dans lesquels les uns et les autres sont tombés. Le comble, c'est qu'aussi à l'intérieur de "la tendance politique à laquelle n'appartient pas le Chef de l'Etat"- entendez l'USOR ou USORAL ou encore USORAS - les choses ne semblent pas avoir été comme sur des roulettes. Il s'y est dégagé nettement deux positions. La première position estimait que la question était déjà réglée d'avance parce que le premier ministre issu de la CNS était toujours là.

Pour cette première position, il n'y avait pas question d'élection à l'intérieur ni de la plate-forme ni au HCR-PT, le poste de premier ministre n'étant pas vacant.

La seconde position a soutenu que les négociations avaient introduit de nouvelles données et que les arguments en faveur d'un premier ministre issu de la CNS n'étaient plus fondés du moment que la classe politique avait cassé les acquis majeurs de ce forum national.

Pour les tenants de cette position, il fallait recomposer les cartes à l'intérieur de la plate-forme en renouvelant la confiance, comme candidat unique, à celui-là qui avait été élu à la Cns (à condition qu'il les sécurise et garantisse les intérêts des uns et des autres) ou en désignant un autre candidat parce que, estimaient-ils, le poste était bel et bien vacant). Les uns et les autres sont apparemment restés sur leurs positions respectives. Et l'on a vu lentement s'ouvrir des profondes fissures au sein de cette plate-forme ou mieux se rallumer un feu qui couvait depuis le Palais de Marbre II et le Gouvernement Tshisekedi de la CNS.

Ces fissures ont donné lieu à une radicalisation qui a d'abord surchauffé les "Alliés", pour ensuite donner naissance à l'URD, ce qui va naturellement défoncer l'opposition. Les FPC ont-ils contribué à cette situation ? Y a-t-il eu manoeuvre des "taupes" ou actions d'opportunistes ? Des questions, en tout cas, qui ont alimenté une certaine opinion et qui peuvent être discutées !

Les événements ont, par la suite, donné lieu à l'élection du Premier Ministre au sein du HCR-PT. Les uns l'ont compris comme une suite logique et une conséquence des positions antagonistes et radicales au sein de l'Opposition, et donc l'exécution conséquente de l'article 78 (le HCR-PT s'en saisissant parce que le délai de 10 jours a été dépassé ? probablement !) D'autres parlent d'une tricherie orchestrée par le Président intérimaire du HCT-PT poussée par sa tendance politique et une violation de l'Acte Constitutionnel de Transition. Ces deux explications sont, de toute évidence, discutables. On a vu revenir face au cheminement vers l'élection du premier ministre, la très regrettable logique du dédoublement des Institutions, avec un HCR-PT bis.

### **Forces et faiblesses du Gouvernement Kengo**

Un observateur avisé et objectif a à apprécier des atouts majeurs dont jouit le Premier Ministre Kengo wa Dondo et son Gouvernement.

1. Le formateur et son Gouvernement proviennent du HCR-PT, institution parlementaire issue des négociations politiques librement signées par les deux tendances politiques antagonistes et toute la classe politique.

Ils ont été acceptés par la majorité des membres de cette institution au sein de laquelle le formateur a été élu. La majorité s'y est exprimée et le débat sur la composition ou la tendance politique majoritaire à l'intérieur du HCR-PT est une autre question ! Évidemment, les signataires des accords sont toujours les premiers à les bafouer dès que leurs intérêts se trouvent en ballonnement.

2. Le Gouvernement Kengo a été nommé par ordonnance présidentielle et investi par le HCR-PT; ce qui lui confère une "légalité" certaine. Et là aussi les personnes intéressées peuvent trouver matière à débat, selon la couleur politique.

Il est à noter que la séance d'investiture du Gouvernement Kengo a été présidée par Mgr Monsengwo, Président du HCR-PT; celui-là même dont une "lettre" - réelle ou imaginée - avait été citée à la radio dans le sens contraire à l'élection de Kengo. Décidément, on ne saura jamais situer l'objectivité dans ce qui se dit ou s'écrit par les médias.

3. Le Gouvernement a été vite reconnu et accepté par la fameuse Troïka. Cette reconnaissance, il faut le dire, est une preuve de manque d'identité et de maturité politique pour l'Afrique et le Tiers-Monde. Pour le Zaïre, elle est tout de même d'une importance indiscutable pour la classe



politique zaïroise, toute tendance confondue, qui a besoin de savoir qui est soutenu par l'extérieur et qui ne l'est pas.

Cette reconnaissance veut-elle signifier la fin de l'embargo économique sur le Zaïre et la réouverture de la coopération ? Veut-elle laisser croire à la reprise de la confiance et des investissements ? N'est-ce pas un signe d'une nouvelle redistribution des cartes dans la recherche et l'appui à des partenaires politiques ? L'avenir immédiat donnera réponses à ces interrogations !

4. Ce Gouvernement a été déclaré représentatif. Il semble, jusqu'à présent, susciter moins de contestations. Est-ce à cause d'un désintéressement et d'une fatigue éventuelle de l'opinion ? Tout au moins, il convient de remarquer que le Sud-Kivu n'a eu qu'un seul ministère, au lieu de deux au moins, pour une équipe de 28 ministres.

5. Il comprend des hommes jugés "capables", des "poids lourds" de la politique du pays : les Lunda Bululu, Pay Pay wa Siyakasighe, Mwando Nsimba, Mozagba Ngbuka, Kamanda wa Kamanda, Katanga Mukumadi, Malumba Mbangula...qui sont, pour certains (Malumba, Kamanda, Katanga, Lunda Bululu, Mwando, Pay Pay) des leaders des partis de l'USOR.

6. La répartition des portefeuilles ministériels suivant les compétences des personnes semble avoir été un souci.

Ainsi la présence d'un militaire de carrière, en la personne de l'Amiral Mavua Mudima, au poste de Ministre de la Défense, dans la mesure où ce dernier s'emploie effectivement à exécuter la politique du Gouvernement et spécialement les décisions de la CNS (c'est la mission principale du Gouvernement, conformément à l'article 75 de l'Acte Constitutionnel de la Transition), est une bonne chose.

De même, Malumba à l'intérieur (il a présidé la Commission de l'Organisation territoriale à la CNS), Kamanda à la Justice, Pay Pay aux Finances (Gouverneur de la Banque Centrale, plusieurs années durant), Lunda Bululu aux Affaires Etrangères, Katanga à l'Economie nationale...répond bien aux impératifs d'efficacité.

Évidemment, il faut aussi noter quelques inadéquations, comme le poste de Ministre de l'Agriculture donné à Mme Wivine Landu (Sociologue de formation), celui aux Mines à Mme Mutombo, le Commerce Extérieur à Jibi Ngoy (médecin généraliste de formation).

7. La présence, dans le Gouvernement Kengo, de Messieurs Lunda Bululu, Mwando Nsimba, Malumba Mbangula, Kamanda wa Kamanda, Lumbi Pierre est un atout important dans la mesure où ce sont des personnes qui étaient dans le Gouvernement Tshisekedi et qui constituaient les pions majeurs, parce que tenors de l'USOR. Ils viennent des partis les plus influents, avec l'UDPS, de l'Opposition.

On y trouve aussi des noms qui animent les forces satellites de l'USOR, notamment Me Boboy Nyabaka et Mrs Oscar Lugendo et Kabamba wa Kabamba, tous deux membres des Forces Novatrices de l'USOR.

Les faiblesses de ce Gouvernement et les considérations négatives qui frappent à première vue ne sont pas à négliger.

a) Il y a d'abord la contestation de l'USOR. En réalité, il y a difficulté de savoir si elle vient de l'USOR- parce qu'il y a difficulté de situer l'USOR - ou si elle est de l'UDPS car des partis de l'USOR (et non les moindres) y ont des ministères ( PDSC, FCN, UDI, UNADEF).

Quelque soit l'origine de la contestation, il n'y a pas à la sous-estimer; elle peut faire mal à Kengo, d'autant plus qu'elle se cartelise autour de Tshisekedi, même affaibli par un manque de nouvelles stratégies et aussi bien au niveau de l'UDPS et de l'Opposition.

Par ailleurs, le fait qu'il ne soulève pas d'enthousiasme devrait être compris comme une difficulté, surtout parce qu'il devra compter sur l'adhésion populaire pour la relance du travail et la réalisation de son propre programme d'action.

b) La présence à des postes-clés (Coopération internationale, Défense, Mines, Énergie) des délégués du FPC peut alimenter le doute et accréditer l'idée d'un Gouvernement noyauté par une seule tendance politique.

c) Ce Gouvernement risque d'être *un autre en plus* face à l'ampleur de la misère de la population et aux moyens dont il pourra disposer pour y faire face. Le pays est tellement détruit et l'anarchie y est tellement profonde que les efforts à engager risquent de ne pas être ressentis. A moins que ceux-là qui ont d'énormes fortunes planquées dans les banques à l'étranger acceptent finalement de les rapatrier.

d) Le Gouvernement comprend des membres qui étaient déjà aux affaires : le Premier ministre l'a déjà été en 1985, un de ses ministres a été aussi Premier Ministre (Lunda Bululu). Vont-ils mieux faire actuellement ? Sont-ils brusquement devenus plus compétents et nationalistes ?

N'est-il pas, en fin de compte, comme les autres où l'on voit les mêmes personnes revenir chaque fois sans aucun mérite antérieur ?

e) Certains parmi eux se retrouvent dans les rapports de la Commission des Biens mal acquis parce qu'ils ont contribué au pillage des ressources nationales, faisant partie de la classe des "dinosaures". Peut-on croire qu'ils ont là l'occasion de s'amender (alors qu'ils ont eu la CNS pour cela)? Vont-ils exécuter les décisions de la CNS concernant les mauvais gestionnaires ?

f) D'autre part, le Premier Ministre a eu à instaurer, au cours de sa carrière en tant que Premier Ministre à l'époque, une politique de "rigueur" controversée à l'époque. Cette politique, commanditée par les institutions financières internationales pour le paiement de leurs dettes, a causé plus de mal que de bien à la population zairoise (assainissements massifs du personnel de la Fonction publique, diminution drastique des investissements et des budgets du secteur social - enseignement, santé - privatisation des établissements publics... Réussira-t-il à effacer cela dans la mémoire des zairois, surtout des victimes des mesures ?

g) Le Gouvernement va-t-il faire avancer le processus de démocratisation conformément au schéma arrêté par la CNS ? C'est bien là surtout son enjeu de taille autrement il ne pourra faire son chemin.

h) Quelles sont les chances de fonctionnement et d'autonomie d'un Gouvernement construit sur la base d'une bipolarisation politique ? Peut-on croire que le Premier Ministre agisse librement dans un Gouvernement où il a à ses côtés quatre Vice-Premier Ministres répartis en deux tendances.

Les Ministres et Vice-Ministres représentant chacun une tendance politique vont-ils agir de manière responsable, en leurs noms ou tout simplement marcher dans le sens de la volonté de leurs plates-formes ?

i) Le fait que le Premier Ministre soit de la même Région (ethnie?) que le Président de la République lui donne-t-il suffisamment de liberté pour gérer le pays spécialement en ce qui concerne les décisions de la CNS en matière des forces de l'ordre et armées, de la sécurité, de l'administration du territoire, de l'économie et ses finances publiques, de la Banque centrale.

## A QUOI S'ATTENDRE ?

Le délai fixé au Gouvernement de Transition est de 15 mois à partir de l'entrée en fonction du Gouvernement. Ce délai va jusqu'en octobre 1995, date à laquelle pourrait éventuellement commencer la 3<sup>e</sup> République.

Le délai peut être respecté si les acteurs politiques s'investissent réellement dans l'Acte Constitutionnel et s'engagent à mettre de côté les intérêts égoïstes. Il pourrait même être réduit, les 15 mois étant un maximum.

Mais, malheureusement, l'expérience a toujours montré que la notion de temps et de délai n'était pas du tout un problème des politiciens zaïrois. Le goût du pouvoir et l'habitude des intrigues, pour les uns et les autres, ne sont pas de nature à favoriser l'évolution normale des choses. Il y a à craindre que les 15 mois soient largement dépassés.

Par ailleurs, que peut-on faire en 15 mois dans un pays si détruit ? Les 15 mois suffisent-ils pour apaiser tant soit peu la misère du peuple et construire un minimum d'infrastructures nécessaires à une quelconque relance socio-économique ?

Avec le Gouvernement actuel, le peuple doit s'attendre à deux choses :

*Primo*, à s'entendre le programme d'action présenté au HCR-PT par le Premier Ministre, il est à espérer que les salaires des fonctionnaires soient peut-être payés (pas améliorés probablement), si jamais ceux-là qui détiennent les moyens au niveau du Gouvernement et au sein de la classe politique le veulent ou si les partenaires étrangers qui ont vite accepté le Gouvernement appuient leurs positions par des gestes concrets d'aide au développement. On peut aussi penser que les tensions sociales baissent d'intensité, le peuple étant "fatigué" comme on dit souvent actuellement. Les optimistes pourront aller jusqu'à croire que l'économie nationale se réveille un peu, par la suite d'une nouvelle confiance des investisseurs ou que la sécurité des personnes et des biens et les droits de l'homme seront quelque peu garantis.

Tout cela est bien possible si le délai de 15 mois est bien mis à profit et si le maximum de bonne volonté est présente. Mais tout cela, il faut être réaliste, ne pourra suffire pour faire face à une crise multiforme et aussi profonde.

La population ne pourra donc s'attendre à une amélioration de ses conditions de vie que dans la mesure où certaines conditions seront réunies dans le sens du respect et de l'exécution des décisions de la CNS dans lesquelles tout le monde devrait s'impliquer.

*Secundo*, vu le délai et l'expérience des autres pays, il n'est plus un secret pour personne que le Zaïre, pour mériter la confiance de son peuple et de ses partenaires et pour que soit mis fin à cette lutte et intrigues d'un système confus, le schéma des élections démocratiques s'imposent aujourd'hui comme une urgence prioritaire.

Aussi, va-t-on s'attendre, avec le Gouvernement actuel, à la mise en oeuvre de la dynamique électorale. Les élections vont être l'enjeu primordial et l'action d'urgence qui va être mise en route par le Gouvernement Kengo.

### La Dynamique des élections

Les élections s'imposent plus que jamais comme une réalité incontournable et imminente. Elles vont constituer - il n'y a pas à douter - l'essentiel de l'action du Gouvernement Kengo.

Il est absolument nécessaire de mettre en place un pouvoir qui s'impose en tant qu'interlocuteur pour les intérêts du Zaïre. Il faut en terminer avec les tensions et les luttes de pouvoir qui caractérisent aujourd'hui la classe politique par un système populaire qui départage les camps et qui instaure un Pouvoir réellement démocratique et une opposition mieux identifiée et opérationnelle.

La CNS a été une voie extra-constitutionnelle organisée pour ouvrir à des Institutions constitutionnelles; le pouvoir qu'il a instauré et les hommes qui l'animent sont, de fait, transitoires et non encore démocratiques.

Aussi, la confusion politique ne cessera qu'avec des élections transparentes et démocratiques permettant d'installer les uns dans l'exercice des nouveaux pouvoirs, dans la gestion de nouvelles institutions et les autres dans une opposition démocratique véritable.

Il est osé de dire aujourd'hui que le problème n'est pas de refuser ou d'accepter un Gouvernement. N'importe quel Gouvernement, dans une Transition faite d'intérêts et de réflexe de conservation ou d'accès au pouvoir, sera toujours contesté. Le vrai problème, c'est le manque de cadre constitutionnel démocratique issu de la volonté populaire; c'est l'absence d'une classe politique nouvelle formée aux moeurs et à l'école d'une politique vraie, faite pour l'intérêt de la nation.

La dynamique électorale s'impose donc comme une nécessité et une voie obligée : elle permet de faire taire une confusion sciemment entretenue, d'obtenir le changement aussi bien des hommes que des institutions.

## Deux Schémas

Deux schémas s'imposent à l'opposition à la population. Il s'agit, soit de REFUSER de s'inscrire dans la dynamique des élections et maintenir la position tant que le Premier Ministre et le Gouvernement de Transition qu'on souhaite ne sont pas en place, soit de ACCEPTER et de se préparer en conséquence.

1. Le refus de la dynamique électorale, dans le contexte actuel, est un risque dont il faut mesurer et assumer les conséquences. Car, qu'on le veuille ou non, les élections finiront par avoir lieu, à moins qu'un Coup d'Etat ne vienne casser tout le processus pour instaurer une nouvelle dictature, ce qui n'est pas facile dans la géopolitique actuelle : les expériences des autres pays africains (Côte d'Ivoire, Gabon, Cameroun, Kenya, Guinée, Bénin, Centrafrique...) sont édifiantes.

Refuser les élections démocratiques suppose qu'on adopte une autre forme de lutte et de nouvelles stratégies d'actions politiques.

Sinon, c'est reconforter, dans leurs positions, le système qu'on veut changer et les hommes que l'on veut remplacer, et donc militer pour le statut quo.

Refuser le schéma des élections, c'est aussi prendre la responsabilité d'une tricherie. En effet, comme on l'a vu au Cameroun, au Kenya, au Togo, au Burkina Faso... l'opposition et la population qui ont boycotté les élections les ont subies. Elles ont été imposées - parfois avec la complicité même de ceux-là qui étaient venus de l'extérieur comme observateurs - pour faire élire des personnes contestées, avec moins de la moitié du corps électoral.

L'opposition, dans ces pays, a déchanté et les "élus" dirigent, en toute "légitimité" leurs pays. Comme quoi, la chaise vide ne paie pas du tout en politique!

Si l'on refuse la dynamique électorale, il faudrait alors accepter de continuer les négociations, en acceptant ses contours faits de compromis et de compromission, ou alors engager la lutte "révolutionnaire", qui se prépare patiemment et minutieusement, autrement on rate la cible et on crée une situation incontrôlable.

2. Par contre, si l'on accepte la dynamique, c'est maintenant qu'il faut se le convaincre et s'y préparer sérieusement. Il ne faut pas attendre au moment où les élections sont déclenchées pour se préparer et espérer les gagner.

L'homme politique conscient et la population devront comprendre que, devant y passer, c'est bien le moment où il faut se mettre au travail.

Il ne faudrait pas les refuser, il faut en poser les préalables et participer dans leur organisation. Continuer à gémir sur tel ou tel Gouvernement, pour tel ou tel Premier Ministre, c'est se laisser prendre au piège, c'est aller dans le sens du schéma de ceux-là qui ont fait de la primature un os sur lequel, en chien affamé, louche !

C'est bien le moment de sortir en public, de cesser de se battre à Kinshasa pour aller rencontrer les populations, à travers les régions, les Zones, leur expliquer le projet de société qu'on veut asseoir dans la 3ème République, les préparer à affronter les échéances électorales et à balayer la 2ème République.

Ce dernier temps, les leaders politiques parlent d'élections quand ils sont sûrs qu'ils peuvent les gagner, qu'ils ont déjà bien huilé la machine à leur faveur. Telle tendance veut organiser les élections parce qu'elle a les rênes du pouvoir, et donc les moyens pour les réussir. Automatiquement, l'autre camp s'y refuse. Il faut dire, en définitive, que les uns et les autres en ont bien peur. Et de là à croire que la confusion leur profite à tous!

### **Que faire ?**

Les élections, qu'elles viennent maintenant, avec le Gouvernement Kengo ou un autre éventuellement, doivent être acceptées et préparées DES A PRESENT. Il faudra s'investir dans leur organisation et dans leur déroulement.

Les élections permettront de mettre fin aux tensions et aux luttes d'intérêts de la classe politique. Elles sont une occasion et le cadre indiqué pour qu'enfin le peuple s'exprime librement et démocratiquement sur son projet de société et sur le choix des hommes qu'il devra mandater pour la gestion des Institutions nouvelles.

Les élections démocratiques permettront également d'assainir et de mettre de l'ordre dans le milieu politique par le tamisage des partis politiques et des politiciens : les faux partis devront impérativement disparaître; de même que les politiciens de cirque s'effaceront pour laisser la place à la qualité requise pour la 3ème République.

### ***Des engagements à prendre :***

1. Il faut que les "leaders" qui veulent se présenter aux échéances électorales abandonnent déjà leurs résidences luxueuses de Kinshasa pour aller vers les populations, leur expliquer les projets de société de leurs partis, faire valoir leurs ambitions pour qu'ils n'arrivent pas tard au moment venu, avec le risque qu'ils recourent à l'achat des consciences et à la tricherie.
2. Ils doivent, dès maintenant, exiger que les préalables nécessaires aux échéances électorales soient réunies - la libération immédiate des médias officiels, la garantie des libertés, la sécurité des personnes et de leurs biens, la mise en place des Institutions autonomes spécialement destinées aux élections (Commission nationale des élections), le recensement des nationaux et l'identification des étrangers, la mise en place d'une Territoriale neutre, la neutralité des forces armées et de l'Ordre...
3. Ils doivent, avec les organisations de la société civile, s'impliquer dans les actions préparatrices (Commission nationale, choix des Observateurs internationaux et nationaux, recensement et identification, choix et formation des observateurs locaux, surveillance du processus...).
4. Plus que jamais, des structures parallèles de préparation et d'observance des élections doivent commencer à se mettre en place au niveau des quartiers, des villages, des Collectivités, des Zones, de la Région.

## CONCLUSION

Le Gouvernement Kengo est le onzième du genre au cours de cette période de transition. Le Zaïre aura ainsi tellement connu des Premiers Ministres et de Gouvernements que la misère de la population n'aura fait que s'accroître. Ce qui laisse croire que le problème se trouve ailleurs et qu'il faut aujourd'hui départager la classe politique et arrêter la comédie.

Les élections sont l'action prioritaire - si pas la seule - du Gouvernement actuel. Il y a à choisir entre le refus de cet enjeu de haute importance avec, alors, l'adoption de nouvelles stratégies qui conduisent efficacement et objectivement à la démocratie et à l'Etat de droit souhaité, et son acceptation dès à présent, avec l'urgence d'actions conséquentes et la mise en oeuvre exigée de toutes préalables ad hoc.

Il ne sert à rien aujourd'hui de continuer à s'accrocher à des postes ministériels et de spéculer sur la tête de tel Premier Ministre. Ce qu'il faut, c'est mettre un terme au pouvoir illégalement exercé jusqu'à présent par des hommes dont les mandats sont passés depuis longtemps, c'est en finir avec la comédie jusqu'ici jouée par la classe politique dont l'opportunisme a dépassé les limites du sérieux.

Des élections qui se feraient aujourd'hui seraient à coup sûr truquées. Elles le seraient si l'opposition et la population laissaient les mains libres au Pouvoir. Il est, dès lors absolument urgent que les forces populaires et ceux qui luttent pour que la démocratie s'instaure dans le pays s'impliquent dans la dynamique des élections et mettent en place des mécanismes qui les préparent et qui surveillent le Pouvoir à tous les niveaux.

Bukavu, Juillet 1994